



## Déclaration liminaire au CSAL du 26 / 09 / 2023

Madame la présidente,

La période que nous vivons est inédite. D'une crise sanitaire en 2020-2021 avec le Covid, nous sommes maintenant au cœur d'une crise économique depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022. Plus récemment, les émeutes de cet été nous ont rappelé que la crise sociale n'est peut-être pas loin. Ces différentes crises nous obligent à revoir notre rapport à l'environnement, au sens que nous donnons à notre vie et donc au sens que nous donnons à notre métier. C'est aussi dans ce contexte que nous avons vu fleurir des initiatives dans notre DDFIP, des élans de solidarité, d'humanité et d'entraide. Toutes ces actions généreuses nous inspirent pour améliorer la vie au quotidien des agents de la DDFIP de la Somme, dans la perspective d'un avenir meilleur.

Et, depuis notre dernier CSAL de fin juin, qu'y a-t-il eu de meilleur pour les agents et qui a émané de la Direction ? Nous avons retenu la transmission, par la Division des Ressources Humaines, de deux pas-à-pas SIRHIUS, d'informations relatives aux préparations de concours et d'examens professionnels et de l'invitation à participer à des e-formations utiles liées à Mouv'RH et au nouveau modèle managérial. Il y a également, aujourd'hui même, dans le cadre des semaines du développement durable, l'organisation de trois sorties de découverte de la biodiversité sur le site Amiens-Rollin. Il y aura également, la semaine prochaine, trois ateliers « fabriquer son compost » toujours sur le site Amiens-Rollin. Pour l'alliance CFDT-CFTC, toutes ces initiatives vont dans le bon sens et nous les saluons. Mais est-ce suffisant ?

En effet, dans notre déclaration liminaire du dernier CSAL, l'alliance CFDT-CFTC avait fait des demandes. Nous avons demandé **que les résultats départementaux de l'observatoire interne et du tableau de bord de veille sociale soient communiqués aux agents**, puisqu'après tout il s'agit du fruit de leur expression et de la réalité de ce qu'ils vivent. Lors du dernier CSAL, vous ne nous aviez pas répondu sur ce point donc il est vrai que nous ne nous attendions pas à grand-chose. Et pour cause, ils sont toujours introuvables sur Ulysse Somme et les agents ne les ont pas reçus par mail.

Dans notre dernière déclaration liminaire, nous avons également proposé **que les agents puissent avoir accès à des comptes-rendu synthétiques des comités de direction et de pilotage** (bien sûr que pour ce qui peut être diffusable). Nous notons sur ce point une amélioration de la transparence. En effet, nous trouvons de plus en plus d'informations sur Ulysse Somme à ce sujet comme pour le CODIR élargi du 6 septembre (même s'il n'y a pas de compte-rendu accessible) ou encore pour le COPIL téléphonie du 19 septembre. Nous apprécions avec satisfaction ces initiatives qui permettent aux agents de connaître une partie de ce qu'il se dit lors de ces instances, de ce qu'il s'y décide et ainsi de se sentir davantage informés et impliqués dans la vie de notre DDFIP. Cela peut aussi contribuer à renforcer la confiance des agents envers leur direction.

Par ailleurs et sans rapport, nous aborderons notamment, lors de ce CSAL, le bilan de la campagne d'impôt sur le revenu. Nous constatons, par rapport à 2022, une augmentation de 17% du volume d'accueil tous canaux confondus. Mais, en contrepartie, quelle a été l'évolution du volume d'agents sur cette période ? Le bilan de la campagne IR indique notamment que les effectifs disponibles au sein de notre centre de contact étaient inférieurs de plus de 13% par rapport à 2022. L'alliance CFDT-CFTC tient à rappeler que **si l'administration a une obligation de résultats, elle a aussi une obligation de moyens.**

En outre, nous souhaitons vous interpellier sur un autre sujet d'actualité mais qui n'est malheureusement pas prévu à l'ordre du jour : **le bilan de la campagne GMBI**. L'alliance CFDT-CFTC tient à dire sa vive inquiétude pour les agents, lesquels ont littéralement croulé sous les e-contacts et sur le fait que les suites de cette catastrophe industrielle vont entraîner des conséquences un temps encore sur les conditions de vie au travail des collègues concernés. Sans parler du préjudice d'image que notre communauté toute entière subit, en tire-t-on un quelconque enseignement ? On peut le souhaiter, mais une fois la crise passée, la routine habituelle ne risque-t-elle pas de reprendre de plus belle ?

C'est pourquoi l'alliance CFDT-CFTC vous fait la demande de mettre en place, dès l'année prochaine, une mesure exceptionnelle, mais qui sera sans doute à reconduire chaque année, de **ne pas écrêter les agents et encadrants en SIP, SIE, centre de contact, trésoreries et SGC durant la campagne IR**. Cette mesure s'applique déjà depuis plusieurs années dans d'autres départements comme la Côte d'Or par exemple. Nous espérons ne pas entendre en réponse que les agents écrêtés ne travaillent pas assez vite ou qu'ils s'organisent mal pour réduire leur charge de travail. Car, en réalité, nous sommes convaincus que les agents, qui font plus d'heures que de normale, croient bien faire par conscience professionnelle. En effet, pour nous, un agent, qui travaille plus qu'il ne devrait, a conscience que son service est en sous-effectif par rapport à sa charge de travail. Et pour cause, le dernier tableau de bord de veille sociale a montré que le sous-effectif dans notre DDFIP est en augmentation de 3,7 points par rapport à 2022, faisant ressortir un taux de couverture des emplois de seulement 89%. Une réponse négative correspondrait également à un biais pour augmenter la productivité de ces services au détriment de la santé des agents. D'autant que le tableau de bord de veille sociale note une augmentation de près de 37% par rapport à 2022 du nombre de périodes de congés maladie de courte durée (inférieure ou égale à 5 jours).

Vous l'avez sans doute compris. Toutes ces demandes n'ont qu'un seul but : **mettre l'humain au cœur de nos activités** car derrière chaque force de travail, il y a un agent donc il y a un humain. L'alliance CFDT-CFTC est bien consciente qu'une réponse positive de votre part à toutes nos demandes ne semble pas être la solution miracle mais toutes ces petites actions que nous vous proposons de réaliser ne coûteront pas un centime à notre administration et peuvent permettre d'améliorer quelque peu la vie de nos collègues. Car, oui, dans cette instance du CSAL, nous tous, direction et organisations syndicales, sommes à la fois des partenaires et, quelque part aussi, les gardiens d'un idéal. La responsabilité et l'honneur qui sont les nôtres doivent ainsi nous conduire à donner la priorité à l'humain et aux agents. C'est pourquoi, nous croyons en notre capacité à co-construire avec vous, chacun à notre niveau, un avenir meilleur pour tous nos collègues.

**Les élus CFDT - CFTC en CSAL de la DDFIP 80**